

Michel DENIS, Michel LAGRÉE et Jean-Yves VEILLARD, *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger*. Rennes, P.U.R., 1995, 346 p.

Cet ouvrage a ses origines dans un colloque international qui s'est tenu à Rennes en 1994. Délibérément, il prend en compte le fait que l'affaire Dreyfus est à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Elle est à la fois une crise du XIX^e siècle français, contribuant à l'élaboration du «modèle républicain» et l'amorce des orientations neuves du XX^e siècle où les citoyens, leur intervention comme «opinion publique» prennent une place croissante, souvent essentielle.

L'ouvrage comprend quatre parties selon un découpage géographique et idéologique : l'opinion en France ; catholicisme et aire latine ; l'Europe centrale et orientale et l'Affaire ; la planète libérale. Les contributions concernant la France montrent bien que l'affaire Dreyfus constitue une crise autour de laquelle se réorganisent et se restructurent toutes les composantes de la société ; cette société est en pleine transformation économique, politique et culturelle. La presse (articles, caricatures) y est libre, utilisant jusqu'aux extrêmes cette liberté ; les mouvements de l'opinion publique s'y reflètent, l'une exerçant sur l'autre une influence réciproque (Pierre-Olivier Perl). L'opinion publique est active comme le montrent aussi bien les manifestations autour du domicile de Victor Basch à Rennes (Françoise Basch) que la création de la Ligue des droits de l'homme (Madeleine Rébérioux). Cette affaire est aussi au centre des enjeux de l'histoire culturelle, de ses interrogations (Pascal Ory). Surtout les organisateurs du colloque ont voulu montré l'actualité des affrontements de l'époque avec la permanence de l'antidreyfusisme (Zeev Sternhell et Marc Knobel).

L'originalité du colloque, et donc de cet ouvrage, est incontestablement l'ouverture internationale et la volonté de mesurer l'impact international de cette crise française certes, mais à valeur paradigmatique compte tenu de la place de la France dans le monde à l'époque ; la France est alors perçue comme le centre des traditions issues des Lumières et de la Révolution et comme le pays de l'émancipation des juifs et des droits de l'homme, comme le rappelle Michael Burns. Dans sa conclusion, Michel Lagrée remarque que l'internationalisation rapide de la crise a été rendue possible par les bouleversements récents engendrés par les transformations dans le domaine des moyens de transmission et de communication (moyens techniques et agences de presse). La plupart des interventions sur les divers pays étudiés s'appuient sur la presse qui justement utilise à plein ces nouveaux moyens comme d'ailleurs la diplomatie.

Plusieurs contributions abordent les réactions des différentes idéologies confrontées à l'Affaire : catholicisme, antisémitisme, laïcité, voire libéralisme. Or, à l'exception de l'antisémitisme, aucune d'entre elles n'est suffisamment homogène pour donner une même réponse à

l'intérieur d'un même pays (cas de la France) et encore moins d'un pays à l'autre ; ne serait-ce aussi qu'en raison de la perception et du poids différent de l'affaire Dreyfus selon les pays ou les peuples ici étudiés (Allemagne, Italie, papauté, Russie, Polonais, Royaume-Uni, États-Unis, Belgique, Mexique, Argentine, Espagne). Si le dreyfusisme est le courant dominant à l'étranger, il n'est cependant pas le seul, en particulier dans les milieux intransigeants du catholicisme.

Ce colloque a permis une approche nouvelle de l'affaire Dreyfus où la dimension culturelle est bien présente. La plupart des communications ont tout naturellement utilisé comme principale source la presse. Si celle-ci est une source précieuse pour l'historien, elle ne peut permettre une étude de l'opinion publique que si, dans la mesure du possible, l'on a connaissance du poids de chaque journal, du lectorat touché, mais l'on sait aussi que l'opinion publique et la presse ne fonctionnent pas toujours ensemble, loin de là ! Quoi qu'il en soit, les auteurs, conscients des limites de leur source, nous apportent un éclairage neuf sur l'impact de l'affaire Dreyfus et au-delà sur le rayonnement de la France à cette date.

Jacqueline SAINCLIVIER

Lieux de soins, lieux d'histoire. La Bretagne. Guide d'histoire hospitalière, sous la direction de Thierry FILLAUT. Éditions E.N.S.P., 1995, 224 p.

Un guide est toujours pour les historiens une source de découverte à la fois d'une documentation jusqu'alors ignorée et de problématiques nouvelles. En publiant le guide d'histoire hospitalière de Bretagne, l'École nationale de la Santé publique a voulu d'abord rappeler aux directeurs d'hôpitaux leur responsabilité dans la protection du patrimoine documentaire, mobilier et immobilier de leurs établissements et dans la mise en valeur de leur histoire. C'est la suite logique de la création dans cette école nationale d'un service d'archives confié aux soins diligents de Jack Garçon.

Après une préface de Jean-Yves Andrieux, professeur d'histoire de l'architecture à l'université de Rennes 2, et une introduction de Thierry Fillaut, maître de conférences à Rennes 1, l'ouvrage est subdivisé en quatre parties et 22 chapitres : 1 - Quelle histoire pour les lieux de soins ; 2 - À la recherche des sources ; 3 - Le regard de l'historien ; 4 - Protéger et valoriser. Il s'achève par trois annexes fort utiles : état des archives hospitalières, bibliographie d'histoire hospitalière bretonne, équipement hospitalier de la Bretagne à diverses époques.

L'histoire des hôpitaux se ressent du fossé qui existe entre les historiens amateurs - parmi lesquels les auteurs de thèses de médecine à